



**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2023/ICPE/349 de l'arrêté
préfectoral n° 2022/ICPE/359 du 27 octobre 2022 portant mise en demeure de la
société des Dragages D'Ancenis**

LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU les livres I, IV et V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 septembre 1997 à la SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS à exploiter une carrière de sables terrestres et une installation de premier traitement des matériaux, au lieu-dit « Le Grand Coiscault », sur le territoire de la commune de SAINT SULPICE DES LANDES ;

Vu l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1997 susvisé qui dispose :

« L'exploitation, la remise en état et le réaménagement s'effectueront d'une manière coordonnée, selon le phasage et les moyens prévus dans le dossier de demande d'autorisation modifié en 2009, en particulier :

[...]

- l'exploitation sera conduite jusqu'à une profondeur maximum de 20 m soit la cote 26 m NGF et à une distance de 20 m de la limite de l'autorisation.

[...] »

Vu l'arrêté n°2022/ICPE/359 du 27 octobre 2022 portant mise en demeure de la société des Dragages d'Ancenis ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 octobre 2023 proposant la levée de la mise en demeure susvisé ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux exigences de l'arrêté de mise en demeure du 27 octobre 2022 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n°2022/ICPE/359 du 27 octobre 2022 portant mise en demeure de la Société des Dragages d'Ancenis.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4– Le présent arrêté sera notifié à la SOCIETE DES DRAGAGES D'ANCENIS et sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique. Une copie sera adressée au maire de la commune de Vallons-de-l'Erdre.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À CHÂTEAUBRIANT, le 17 octobre 2023

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de
Châteaubriant-Ancenis,


Marc MAKHLOUF